

(Source : [AlterInfo](#))



L'opposition égyptienne commence à se rassembler place Tahrir

Reuters, AFP, J. 17.11.2011, 19h15

LE CAIRE, 17 novembre (Reuters) - L'opposition libérale et islamiste égyptienne a commencé à se rassembler jeudi soir sur la place Tahrir, au Caire, en prévision d'une manifestation prévue vendredi pour réclamer une limitation des pouvoirs constitutionnels de l'armée.

Des tentes et des estrades ont été installées sur la grande place du centre de la capitale, épicerie du soulèvement populaire qui a abouti au renversement du président Hosni Moubarak en février dernier. « Il y aura une grande révolution demain », a assuré un manifestant.

Le gouvernement égyptien, supervisé par le Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige le pays depuis la chute de Moubarak, a présenté au début du mois une proposition constitutionnelle accordant à l'armée une autorité exclusive sur la gestion de ses affaires et de son budget. Cette disposition devait être négociée avec les groupes islamistes et libéraux mais les discussions ont été rompues.

« *La manifestation vise à reprendre le pouvoir à l'armée et à contester le document* », a expliqué Mohamed Fasi, un militant du Front pour la protection de la révolution.

Les partis et mouvements salafistes, qui prônent une vision rigoriste de l'islam, ont été les

premiers à appeler à ce rassemblement sur la place Tahrir. Ils ont été suivis par un certain nombre de partis libéraux et par les Frères musulmans, l'organisation politique la plus structurée du pays.

« Nos exigences sont celles de la révolution », a déclaré un protestataire, Abdoulla Ibrahim.

L'éventuelle installation dans le temps de ce rassemblement pourrait perturber le déroulement des élections législatives qui doivent débiter dans onze jours, le 28 novembre.

Les groupements politiques demandent aussi aux militaires l'assurance qu'une élection présidentielle aura lieu d'ici au mois d'avril prochain.

(Edmund Blair; Jean-Stéphane Brosse pour le service français)

Les « indignés » de Londres déterminés à camper devant la cathédrale Saint-Paul

Associated Press, J. 17 novembre 2011, 18h54

Les « indignés » qui campent devant la cathédrale Saint-Paul de Londres depuis la mi-octobre sont déterminés à rester sur place en dépit du délai que leur ont fixé les autorités pour quitter les lieux, sous peine d'avoir affaire à la justice.

Des avis exigeant que les manifestants lèvent le camp d'ici à jeudi 18h locales (18h GMT, 19h à Paris) ont été accrochés à des tentes mercredi. Le groupe Occupy London a annoncé qu'il ne bougerait pas du parvis mais marquerait l'expiration du délai par un rassemblement devant l'édifice religieux.

La City of London Corporation a averti que si les tentes n'étaient pas démontées à l'heure dite, elle irait devant un tribunal pour réclamer un avis d'expulsion, une procédure qui pourrait prendre plusieurs mois.

Plus de 200 tentes ont été installées le 15 octobre sur le parvis de la cathédrale, l'un des édifices les plus connus de la capitale britannique. La cathédrale a été fermée pendant une semaine, jusqu'au 28 octobre en raison du mouvement de protestation contre les inégalités économiques, la « cupidité » et les excès du capitalisme. Les autorités avaient justifié cette fermeture, une première depuis la Seconde guerre mondiale, par les risques que posait le campement posait en termes d'hygiène et de sécurité. AP

Les « indignés » de Londres bravent l'ultimatum de la City

Reuters, J. 17.11.2011, 22h07

LONDRES, 17 novembre (Reuters) – Les « indignés » qui campent depuis un mois sur le parvis de la cathédrale Saint-Paul, au coeur de la City londonienne, ont bravé jeudi l'ultimatum des promoteurs du quartier qui les avaient sommés de démonter leurs tentes avant 18h00 GMT ce jeudi. Plusieurs dizaines de militants anticapitalistes, dont l'initiative s'inspire du mouvement américain « Occupy Wall Street », ont observé une minute de silence avant que la cloche de l'édifice ne sonne l'heure fatidique.

La City of London Corporation, qui gère le quartier des affaires, va donc reprendre les procédures judiciaires suspendues il y a deux semaines. Elle avait donné la veille 24 heures aux manifestants *pour évacuer les lieux*.

« *Occupy est une idée et on ne peut évacuer une idée* », a déclaré Ronan McNern, l'un des organisateurs du mouvement.

Les « indignés » se sont installés le 15 octobre aux abords de la cathédrale lorsque la police les a empêchés de dresser leurs tentes devant la Bourse de Londres.

A New York, la police a fait évacuer dans la nuit de lundi à mardi les militants d'« Occupy Wall Street » qui campaient dans le parc Zuccotti depuis la mi-septembre. (Naomi O'Leary, Jean-Philippe Lefief pour le service français)

Grèce : des dizaines de milliers de Grecs défilent contre l'austérité

AFP, J. 17.11.2011, 22h56

Plus de 40.000 personnes ont défilé jeudi en Grèce contre les mesures d'austérité préparées par le nouveau gouvernement grec de coalition de Lucas Papadémos, confronté jeudi à son premier test social après un confortable vote de confiance obtenu mercredi au parlement.

A Athènes, la police a recensé 27.000 manifestants dans un défilé compact et sombre.

Les forces de l'ordre ont effectué quelques rares tirs de gaz lacrymogènes pour riposter à des jets de pierre par des groupes de gens cagoulés devant le Parlement. Quelques poubelles ont aussi été incendiées sur le passage du cortège, notamment devant la direction de la police et quelques vitrines ont été endommagées.

L'an dernier, les cortèges, traditionnels chaque 17 novembre en Grèce pour la

commémoration de l'anniversaire de la révolte estudiantine contre la junte des colonels en 1973, avaient attiré 20.000 personnes dans la capitale, selon la police.

A Salonique, la 2ème ville au nord du pays, la police a comptabilisé 15.000 manifestants.

Comme l'an dernier, les cortèges d'étudiants, de militants de gauche et d'anarchistes protestaient avant tout contre les réformes d'austérité (hausse des taxes, baisses de salaires etc.) introduites par le nouveau gouvernement de coalition, qui va les concrétiser dans le projet de budget 2012 présenté vendredi au Parlement.

« La junte ne s'est pas terminée en 1973, soulèvement contre le gouvernement UE-FMI ! », pouvait-on lire sur les banderoles dans le défilé placé sous la surveillance de quelque 7.000 policiers déployés dans les rues de la capitale grecque.

Marita, 23, étudiante à l'Ecole Polytechnique, bastion du soulèvement de 1973, établissait un parallèle entre passé et présent: « le gouvernement actuel (de coalition, ndlr) n'est pas issu des élections. Qu'est ce que c'est sinon une junte ? ».

« *Nous les fichons tous dehors !* », promettait d'ailleurs une banderole.

Le gros des troupes était constitué par des proches de l'opposition parlementaire de gauche, le parti communiste (KKE) et la gauche radicale (Syriza), qui ont refusé de se joindre à la coalition gouvernementale regroupant socialiste, droite et extrême-droite.

Cette entrée de l'extrême droite au gouvernement, une première depuis la chute de la dictature des colonels, a donné un tour très politique à la manifestation. « A bas le gouvernement fascisant », proclamait ainsi une bannière.

Le gouvernement d'union nationale formé vendredi dernier sous la direction de l'ex-vice-président de la Banque centrale européenne Lucas Papademos est bâti sur une alliance historique pour tenter de sauver le pays de la faillite et d'une possible sortie de la zone euro.

Après avoir reçu le soutien de 255 députés sur 300 mercredi soir dans un vote de confiance au parlement, il a engagé des discussions avec les banques du monde entier pour mener à bien la gigantesque et délicate opération d'effacement volontaire de dette qui doit permettre de ramener l'endettement public de la Grèce à 120% de son PIB en 2020 au lieu de plus de 160% actuellement.

Jeudi, à Francfort, le directeur-général de l'Institut international de la finance (IIF) Charles Dallara a estimé un accord possible sur ce sujet dans les prochaines semaines.

Pour assurer le quotidien, et tant que la Grèce est exclue des marchés financiers à long terme pour se refinancer, le nouveau gouvernement discute parallèlement avec les créanciers du pays pour la mise en place du nouveau prêt de 100 milliards concédé lors du sommet de la zone euro du 27 octobre en échange de la poursuite de la cure d'austérité engagée en 2010.

Mais dans l'immédiat, il se heurte à un premier écueil pour obtenir le déblocage d'une tranche de prêt de 8 milliards d'euros vitale pour le pays, qui sans ce versement, risque un défaut de paiement rapide.

Les créanciers du pays, qui ont perdu patience avec la classe politique grecque, exigent de chaque parti politique membre de la coalition gouvernementale qu'il s'engage par écrit à respecter le programme d'austérité. Ce que rechigne à faire le leader de la Nouvelle Démocratie (droite) Antonis Samaras, peu désireux d'associer son nom aux politiques d'austérité mises en place par le précédent gouvernement socialiste.

Tous les efforts faits par le gouvernement et le confortable vote de confiance obtenu par M. Papademos au parlement n'ont pas suffi à rassurer le FMI à Washington, qui a renforcé la pression jeudi soir sur la fragile Grèce en disant qu'il attendait encore un « soutien politique large » aux mesures de redressement économique, avant de reprendre le versement de son prêt.

Bruxelles aussi a manifesté son insatisfaction. Horst Reichenbach, qui dirige la nouvelle « task force » européenne chargée d'aider la Grèce à mettre en oeuvre ses réformes structurelles a souligné que « peu d'avancées » avaient été réalisées sur le dossier du recouvrement de l'impôt, chiffrant à 60 milliards le montant des impayés.

Sans illusions, professeurs et étudiants manifestent à Madrid et Barcelone

AFP, V. 18.11.2011, 00h12

Professeurs et étudiants ont manifesté jeudi à Madrid et Barcelone contre les coupes budgétaires qui frappent l'éducation, sans illusion sur l'issue des législatives de dimanche qui devraient donner la victoire à la droite et être suivies de nouvelles mesures de rigueur.

« Pour une éducation publique de qualité, non aux coupes budgétaires », « l'éducation ne se vend pas, elle se défend », proclamaient des banderoles portées par le cortège d'étudiants

qui a rejoint à Madrid des milliers d'enseignants, mobilisés depuis septembre contre les économies décidées par le gouvernement régional de droite.

Six personnes ont été interpellées, selon des journalistes sur place, lors de brefs incidents qui ont éclaté quand un groupe de manifestants a tenté de forcer un cordon de policiers déployés devant la Chambre des députés, dans le centre de Madrid.

« Je suis venue défendre une éducation publique et une université publique, tout cela est en danger », déclarait une étudiante en médecine de 20 ans, Isabel Rubio.

La jeune fille s'apprête à voter dimanche, sans dire pour qui, et sans illusions. « Cela ne va servir à rien. Les choses seront de pire en pire ».

« Ils devraient faire des économies ailleurs, l'éducation et la santé sont les deux choses les plus importantes », remarque Alexandra Jaksic, 19 ans, étudiante en histoire de l'art et boursière.

Elle non plus ne croit pas dans la politique pour sortir le pays de la crise.

« Avec le changement de gouvernement, ce sera la même chose, sinon pire. Le gouvernement socialiste n'a rien de socialiste. Cela fait deux ans qu'ils font des coupes budgétaires et les autres vont faire de même, ou pire ».

A Barcelone, environ 2.000 étudiants en grève ont également manifesté aux cris de « Public oui, privé non ».

Responsables en Espagne des lourds budgets de la santé et de l'éducation, les 17 régions autonomes doivent ramener à 1,3% de leur PIB leur déficit public pour que le pays puisse tenir son objectif, fixé par le gouvernement central à 6% du PIB cette année.

Pour tenter de s'y tenir, plusieurs, dont Madrid et la Catalogne, ont ordonné des coupes dans les services publics.

A trois jours des législatives, celui qui devrait diriger le futur gouvernement de droite, Mariano Rajoy, chef du Parti populaire (PP), a d'ores et déjà annoncé des coupes budgétaires supplémentaires afin de rassurer les marchés financiers.

L'Espagne s'apprête donc à une nouvelle cure d'austérité, après celle imposée depuis mai 2010 par le gouvernement socialiste, qui avait notamment ordonné une baisse de 5% des salaires des fonctionnaires.

Ces mesures de rigueur, puis celles décidées cette année par les gouvernements régionaux de droite, ont déclenché une grogne sociale inhabituelle pour l'Espagne et un large mouvement de défiance envers les grands partis politiques.

Au point que le petit parti de gauche Izquierda Unida (IU), qui compte deux députés actuellement, pourrait en avoir huit dans le nouveau Parlement, selon un récent sondage. « J'ai toujours voté à gauche et je ne changerai pas. Mais je ne voterai pas socialiste, je voterai Izquierda Unida », explique Carmen Martin, professeur de musique de 49 ans. Isabel Cobo, une puéricultrice de 30 ans et ancienne électrice socialiste, raconte qu'elle « ne (sait) pas encore pour qui voter ».

« Sûrement pas pour le PP, pour empêcher que le PP ne gagne le Parti socialiste serait le meilleur choix, mais cela ne me fait pas très plaisir », ajoute cette manifestante. Elle est venue manifester avec son compagnon et leur petite fille de deux ans dans sa poussette, sur laquelle est accroché le t-shirt vert avec les mots « Ecole publique de tous, pour tous », emblème de ce mouvement baptisé la « marée verte », qui depuis septembre envahit régulièrement les rues de Madrid.

Le prochain rendez-vous est fixé au 23 novembre, trois jours après les élections.

Au moins 177 arrestations à New York pour les deux mois d'Occupy Wall Street

AFP, V. 18.11.2011, 00h37

Au moins 177 manifestants ont été arrêtés et sept policiers blessés jeudi à New York, lors d'une journée d'action d'Occupy Wall Street marquant les deux mois d'existence du mouvement qui dénonce les excès de la finance.

Deux jours après le démantèlement de leur campement du square Zuccotti, dans le quartier de Wall Street, plusieurs milliers de manifestants ont participé à cette journée de mobilisation, dans une ambiance tendue, sous stricte surveillance policière.

Dans la matinée, plusieurs escarmouches ont éclaté entre les manifestants et la police, dans le quartier de Wall Street, dont la police avait barricadé de nombreuses rues pour empêcher les manifestants de se rapprocher de la Bourse. Un journaliste de l'AFP a vu un manifestant battu par un policier. Un autre manifestant a été blessé au visage sur le square Zuccotti, lorsque des protestataires ont tenté de repousser des barrières métalliques, repoussés à leur

tour par la police.

Au total, selon la police, 177 manifestants ont été arrêtés, sept policiers et 10 manifestants blessés.

D'autres manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes américaines pour cette journée d'action.

A Los Angeles, où la police a évacué un camp anti-Wall Street, une vingtaine de personnes ont été interpellées. A Washington, plus de 300 personnes ont manifesté sans incident sur le plus vieux pont qui traverse le Potomac, le fleuve de la capitale américaine.

De l'autre côté de l'Atlantique, les campeurs anti-Wall Street installés dans la City de Londres ont rejeté l'ultimatum qui exigeait qu'ils plient la tente avant 18H00 GMT, ouvrant la voie à une bataille judiciaire avec la municipalité.

A New York, le maire Michael Bloomberg a cependant estimé qu'il y avait eu « peu de perturbations ». Et « la vraie histoire pour les journaux de demain, c'est qu'il n'y avait pas tant de gens que ça », a-t-il insisté.

Le cortège new-yorkais était parti tôt jeudi du square Zuccotti, berceau du mouvement, dont les tentes avaient été démontées par la police dans la nuit de lundi à mardi.

Les manifestants qui s'étaient séparés en plusieurs groupes ont été empêchés de s'approcher de la Bourse par la police présente en nombre. Certaines rues étaient fermées par des barrières métalliques, la police montée en bloquait d'autres.

Les New Yorkais cherchant à se rendre à leur travail ne pouvaient passer qu'un présentant leur badge à la police. « Wall Street est fermée! », criaient les manifestants, dont certains scandaient également le désormais fameux « nous sommes les 99% ».

« C'est mauvais, tout ça... », se lamentait au milieu de l'agitation un homme tentant de se rendre à son bureau, Wall Street Journal à la main.

« Les 1% (les plus riches) essaient d'écraser ce mouvement, et je suis venu le soutenir », a expliqué Ray Lewis, un policier retraité de Philadelphie en uniforme. « De plus en plus de gens souffrent dans ce pays ».

Il sera rapidement interpellé avec un premier groupe d'une vingtaine de manifestants.

Shanon Murry a expliqué quant à elle avoir décidé de se joindre à la manifestation après

avoir vu à la télévision l'expulsion du square Zuccotti. Elle a fait deux heures de route pour se joindre aux anti-Wall Street: « Vous ne pouvez pas expulser des gens comme ça dans une démocratie », a-t-elle dit.

« Nous voulons faire entendre notre voix et faire connaître notre frustration », a déclaré un porte-parole du mouvement, Mark Bray.

Dans l'après-midi, un millier d'entre eux ont manifesté sur Union square, rejoints par des membres de syndicats étudiants, pour dénoncer le coût croissant des études. D'autres sont allés diffuser leur message dans le métro.

A la tombée de la nuit, plusieurs milliers de personnes, selon des journalistes de l'AFP, étaient massées sur Foley Square, siège de plusieurs tribunaux dans le sud de Manhattan, pour la dernière manifestation de cette journée.

Certains militants se félicitaient, se souhaitant un « bon anniversaire », deux mois après le lancement du mouvement, le 17 septembre à New York.

Ce mouvement sans leader ni revendications précises, qui explique vouloir être une voix indépendante pour susciter un changement, a depuis essaimé dans au moins une vingtaine de villes américaines, et s'est installé sur quelques campus.

Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)
[Pinterest](#)

À lire également :



[Égypte : nouvelle manifestation sur la place Tahrir](#)



Égypte : des manifestants envahissent l'ambassade d'Israël, déploiement massif de soldats et blindés, des centaines de blessés



Égypte : manifestation monstre contre le pouvoir militaire



Les manifestations du jour : Pro-palestinienne aux É.-U., contre l'état d'urgence en Égypte et Cuba arrête les dissidents avant